

La suppression générale des partis.

S'il y a eu en 1789 une attentive expression de la volonté générale, dès lors qu'on eût adopté le système représentatif faute de savoir imaginer autre chose, c'est qu'il en était ressorti bien plus que de simples élections. Ce qu'il y avait d'extrêmement vivant en France — le pays débordait alors de vie — cherchait à exprimer une pensée à travers les « cahiers de revendications ». Les représentants de l'époque s'étaient en grande partie fait connaître au cours de cette coopération de la pensée commune ; ils en conservaient la chaleur ; ils sentaient le pays attentif à leurs actes, jaloux de surveiller si elles traduisaient précisément leurs espoirs.

Mais pendant quelque temps, trop peu de temps, ils ne représentèrent que de simples organes d'expression pour la pensée publique.

La véritable pensée de 1789 consisterait à diffuser, non pas qu'une chose soit juste parce que le peuple la veut, mais, sous certaines conditions, que le vouloir du peuple a plus de chance d'être conforme à la justice.

Seulement, voilà ! Pareille chose ne fut jamais suivie d'exemple concret...

Et, depuis cette louable démarche, nous n'avons rien connu qui ressemble, même de loin, à une démocratie. Dans ce que nous désignons de ce nom, jamais le peuple n'a ni la plus petite occasion ni un semblant de moyen pour donner son avis ou s'exprimer sur un problème de la vie publique ; tout ce qui échappe aux intérêts socioprofessionnels est livré aux passions collectives, lesquelles sont systématiquement et officiellement encouragées, mais aussi à la ligne directrice des partis politiques.

Ce qui nous conduit à examiner l'usage des mots Démocratie et République, avec une extrême attention, et les deux problèmes qu'ils soulèvent en se posant les questions suivantes :

— Comment donner aux femmes et aux hommes qui composent le peuple de France la possibilité d'exprimer, ne serait-ce que parfois, un jugement sur les grands problèmes de la vie publique ?

— Comment empêcher, au moment où le peuple est interrogé, la circulation de passions collectives stimulées avec autorité par les partis politiques ?

Si l'on oublie ces deux points, il est inutile de parler de légitimité républicaine !

Des solutions ne sont pas faciles à concevoir, mais il est évident, après un examen attentif et profond, que toute solution impliquerait, d'abord, la « suppression des partis politiques ».

Pour estimer les partis politiques selon le principe de la vérité, de la justice, du bien public, etc., il convient d'en distinguer les caractères essentiels...

Nous pouvons en énumérer trois :

— Un parti politique est, dans son essence même, un appareil à fabriquer de la passion collective ;

— Un parti politique est une structure construite de manière à exercer une pression collective sur la pensée de chacun des êtres humains qui en sont membres ;

— Un parti politique est, en dernière analyse, une fin en soi pour mener à sa propre croissance et cela sans aucune limite.

Par ce triple indice, tout parti est totalitaire en germe et en aspiration. S'il ne l'est pas, de facto, c'est seulement parce que ceux qui l'entourent ne le sont pas moins que lui.

Ces trois traits significatifs sont des vérités évidentes à quiconque s'est approché de la vie des partis en gardant toute sa lucidité.

Ces trois signes font partie d'un phénomène qui se traduit partout où le collectif domine les êtres pensants. C'est le retournement de la relation entre la fin et les moyens. Partout, sans exception, toutes les choses considérées généralement comme des fins sont, par nature, par définition, par essence et de la manière la plus évidente, uniquement des moyens. L'on pourrait

en citer autant d'exemples que l'on voudrait dans tous les domaines : finance, pouvoir, État, identité nationale, production économique, diplômes universitaires ; et beaucoup d'autres.

Le bien, seul, est une fin ! Tout ce qui appartient au domaine des faits est de l'ordre des moyens ! Cependant, la pensée collective est incapable de s'élever au-dessus du domaine des faits. C'est une pensée instinctive : elle a la notion du bien juste assez pour commettre l'erreur de prendre tel ou tel moyen pour un bien absolu.

Il en va ainsi des partis !

Un parti est en principe un instrument pour servir une certaine conception du bien public.

Cela est authentique, même de ceux qui sont liés aux intérêts d'une catégorie sociale, car il est toujours une certaine conception du bien public en vertu de laquelle il y aurait une coïncidence entre les biens publics et ces intérêts, qui peuvent être même personnels. Toutefois, cette conception restant extrêmement floue, il n'en est pas moins vrai qu'elle est reconnue sans exception et sans différence de degrés. Les partis les plus inconsistants ou les mieux organisés sont égaux par le vague de leur doctrine. Aucun homme, si profondément qu'il ait étudié la politique, n'est capable d'un exposé précis et clair relatif à la doctrine d'aucun parti, y compris, le cas échéant, du sien.

D'aucuns ne s'avouent guère à eux-mêmes. S'ils se l'avouaient, ils seraient simplement tentés d'y voir une marque d'incompétence personnelle ; faute d'avoir reconnu que l'expression « doctrine d'un parti politique » ne peut, par la nature des choses, n'avoir aucune signification.

Un homme n'aura que très rarement une doctrine, doit-il passer sa vie à écrire et à examiner des problèmes d'idées ! Une collectivité n'en a jamais !

Nous pouvons, il est vrai, parler de doctrine chrétienne, de doctrine hindoue, de doctrine pythagoricienne, de doctrine Truman, et ainsi de suite, mais ce qui est alors désigné par ce mot n'est ni individuel ni collectif ; c'est un concept situé infiniment au-dessus de l'un et l'autre domaine. C'est, purement et simplement, une sorte de vérité.

La fin d'un parti politique peut-elle être considérée comme chose inatteignable ou irréelle ?

Si elle était réelle, elle exigerait un très gros effort d'attention. Car une conception du bien public n'est pas une chose facile à penser ! Surtout quand on prévaut les intérêts personnels et collectifs de son parti au détriment des intérêts du bien public.

L'existence du parti est donc tangible, lumineuse à ses propres membres, et n'exige aucun effort pour être reconnue. Il est ainsi inévitable, dès lors, que le parti soit à lui-même sa propre fin. C'est une forme d'idolâtrie, car Dieu seul est légitimement une fin pour soi-même.

Le passage est facile. Nous posons en hypothèse que la condition nécessaire et suffisante pour que le parti serve logiquement la conception du bien public, duquel il existe, est qu'il possède une large quantité de pouvoir. Cependant, aucune quantité finie de pouvoir ne peut être regardée comme pédante, surtout une fois obtenue. Le parti se trouve alors, par l'effet de l'absence de pensée, dans un état presque incessant d'impuissance qu'il attribue toujours à l'insuffisance du pouvoir dont il dispose. Serait-il maître du pays, d'autres nécessités, celles à l'international, imposent des limites étroites.

Tout ceci nous amène à dire que la tendance générale des partis est totalitaire, non seulement par rapport à une nation, mais relativement aux autres nations du globe terrestre. C'est précisément parce que la conception du bien public, propre à tel ou tel parti, est une fiction, une coquille vide, sans réalité temporelle, qu'elle impose la recherche de la puissance totale. Toute réalité implique par elle-même une limite, car ce qui n'existe pas n'est jamais limitable !

C'est pour cela qu'il y a affinité ou alliance entre le totalitarisme et le mensonge.

Énormément de personnes, il est vrai, ne songent jamais à une puissance totale ; cette pensée leur ferait peur. Elle est démesurée, et il faut une espèce de grandeur pour la soutenir. Ces gens-là, quand ils s'intéressent à un parti, se satisfont d'en désirer la croissance, mais comme une chose qui ne comporte aucune limite : s'il y a trois membres de plus cette année que l'an dernier, ou que la collecte a rapporté cent euros de plus, ils sont contents. En plus, ils désirent que cela

continue indéfiniment et dans la même direction. En aucun cas, ils ne concevraient que leur parti puisse avoir trop de membres, trop d'électeurs, trop d'argent...

L'attribut révolutionnaire mène à concevoir l'annexion. Le tempérament petit-bourgeois mène à s'installer dans l'image d'un progrès lent, continu et sans limites. Cependant, dans les deux cas, la croissance matérielle du parti devient l'unique test par rapport auquel se définissent en toutes choses le bien et le mal. C'est comme l'image où le parti serait un animal nourri à l'engrais, et que l'univers qui l'entoure eût été créé pour le faire engraisser.

Nous pouvons servir Dieu ou « Mammon » (la religion de l'argent) ; mais si l'on a un critère autre que le bien, on perd la notion du bien !

Dès lors que la croissance du parti constitue un critère du bien, il s'ensuit inévitablement une pression collective du parti sur les pensées des hommes. Cette pression s'exerce de facto ; elle s'étale publiquement ; elle est avouée, proclamée... Cela nous ferait horreur si l'accoutumance ne nous avait pas tellement endurcis.

En revanche, les partis sont des organismes officiellement constitués, de manière à tuer dans les âmes le sens de la vérité et de la justice.

La pression collective qui s'en dégage est exercée sur le grand public par la propagande. Le but avoué de la propagande est de persuader et non pas de communiquer de la lumière. Hitler a su, en son temps, parfaitement s'en servir pour avilir les esprits. Sans faire aucun amalgame, tous les partis font de la propagande. Celui qui n'en ferait pas disparaîtrait au détriment de ceux qui en font. Tous avouent qu'ils font de la propagande, mais aucun n'est audacieux dans le mensonge au point d'affirmer qu'il entreprend l'éducation du public, qu'il forme le jugement du peuple à ses propres convictions.

Les partis déclarent, en premier, qu'ils donnent éducation et soutien à ceux qui sont venus à eux, sympathisants, jeunes, nouveaux adhérents... Ces mots sont un mensonge. Il s'agit d'une intronisation pour préparer l'emprise, bien plus rigoureuse, exercée par le parti sur la pensée de ses membres.

Présumons un membre de parti, député, candidat à la députation ou simplement militant, qui prend en public l'engagement que voici : « toutes les fois que j'examinerai n'importe quel problème politique ou social, je m'engage à oublier mon appartenance à un groupe idéologique et à me préoccuper exclusivement de discerner le bien public et la justice ».

Ce parler serait très mal accueilli. Les siens et même beaucoup d'autres l'accuseraient de déloyauté. Les moins hostiles diraient : « pourquoi, alors, a-t-il adhéré à un parti ? » Façon d'avouer ainsi naïvement qu'en entrant dans un parti on renonce à chercher uniquement le bien public et la justice. Cet homme serait exclu de son parti ou, au moins, en perdrait l'investiture ; il ne serait certainement pas élu. Bien plus, il ne semble même pas possible qu'un tel langage soit tenu. Si des mots en apparence voisins de ceux-là ont été prononcés, c'était seulement par des hommes désireux de gouverner avec l'appui des partis autres que le leur. De telles paroles sonneraient alors comme une sorte de manquement à l'honneur...

Il en résulte, sauf un très petit nombre de coïncidences fortuites, qu'au sein des partis il est décidé et exécuté que des mesures contraires au bien public, à la justice et à la vérité.

Si l'on confiait à « Satan » l'organisation de la vie publique, il ne pourrait rien imaginer de plus ingénieux que d'en passer par des partis politiques.

D'une manière générale, un examen attentif semble ne laisser ne voir à aucun égard aucun inconvénient d'aucune espèce attaché à la suppression des partis. Mais, par un simple paradoxe, les mesures de ce genre, qui sont sans inconvénient, sont en fait celles qui ont le moins de chance d'être décidées. On se dit : « si c'était si simple, pourquoi est-ce que cela n'a pas été fait depuis longtemps ! »

Et bien ! Par manque de volonté.

Pourtant, généralement, les grandes choses sont faciles et simples !

Dans beaucoup de domaines, tout au long de notre vie et souvent pour des problèmes techniques, financiers ou simplement sentimentaux, l'opération à prendre parti pour une réelle décision ou à prendre une position bien établie s'est substituée à l'obligation de la pensée !

C'est là, une gangrène qui a pris naissance dans les milieux politiques et s'est étendue, à travers tout le pays et dans toutes les familles, presque à la totalité de la pensée.

Il est donc douteux qu'on puisse remédier à cette punition, qui nous tue, sans commencer par la suppression des partis politiques.

À bon entendeur ! Je vous salue.

P. R.

